

Texte rédigé par Julien Artoisenet et publié avec son accord suite aux arrestations qui se sont déroulées à la suite de la mobilisation de l'Alliance D19-20 (www.d19-20.be).

Le 22 décembre 2013 – Julien Artoisenet

Parlons aussi des arrestations arbitraires : beaucoup de presses parlent de « mouvance anarchiste ».

Pour une défense collective du D19-20 : nous sommes tous concernés.

Je suis chercheur doctorant en sociologie et je suis venu au blocage dans le cadre de ma recherche sur les organisations agricoles. J'ai terminé la journée comme citoyen de seconde zone. Plusieurs points méritent d'être soulevés :

Ces arrestations arbitraires sont le résultat d'un déni d'existence et de démocratie.

Un des buts de l'action D19-20 était de se faire entendre auprès des dirigeants. Aucun des trois sollicités (Di Rupo, De Gucht, Van Rompuy) n'a accepté de nous rencontrer. *Ce déni d'existence et de démocratie* explique la volonté de ceux qui auraient voulu bloquer pacifiquement les voitures de certains dirigeants qui arrivaient encore après 14h. Au lieu de recevoir les citoyens, c'est la police qui nous a finalement accueillis. Une partie des arrestations ont aussi été le résultat d'actes de solidarité de citoyens venus soutenir les premiers arrêtés.

Certaines presses se font l'écho de l'idéologie sécuritaire des forces de l'ordre

Il faut dénoncer *les tentatives de stigmatisation* qui sont faites par la police et reproduites par beaucoup de médias (La Libre, Le Soir, L'avenir, Rtl...) notamment en utilisant l'étiquette « mouvance anarchiste » qui fait peur à beaucoup de gens et qui a pour effet de nous disqualifier auprès de ces personnes, le terme d'« anarchie » étant très souvent perçu comme synonyme de désordre et de danger plutôt que comme un ensemble d'idées politiques. *Nous ne sommes pas des citoyens de seconde zone et personne ne l'est.* L'absence de débat public avec les dirigeants sur les deux traités remis en cause explique les actions menées. La voix qui a été portée ce jour-là mérite d'être entendue et pas d'être réprimée.

Pour répondre à cette stigmatisation, il faut absolument *montrer la diversité des profils* des personnes qui ont été arrêtées. Ca permet de grandir la cause et de la crédibiliser en montrant que tout le monde est concerné par cet événement.

Dénoncer des comportements liberticides

A côté de la presse stigmatisante, c'est *la liberté de la presse indépendante* qui est aussi en jeu ici. La volonté manifeste de ne pas laisser filmer cet événement arbitraire est anti-démocratique et liberticide. Un cameraman qui voulait nous filmer s'est vu empêcher de le faire par un fourgon qui s'est tout de suite interposé entre nous et la caméra. Les comportements de certains policiers doivent aussi nous inquiéter : que penser de celui qui nous a adressé un salut nazi dans la caserne ?

Ne pas se laisser impressionner et refuser la division parce que l'enjeu en vaut la peine

Si ce type d'arrestation crée sûrement plus de cohésion et de détermination chez les manifestants directement concernés, c'est aussi un signal clair envoyé au reste de la population : contentez-vous de ce qu'on vous donne sinon on vous privera de liberté. Cette *volonté de dissuasion et de division* doit être aussi dénoncée comme stratégie utilisée pour perpétuer la domination en cours.

D19-20 : Nous sommes tous concernés

Enfin, avec cet événement, l'alliance D19-20 est peut-être mise à l'épreuve d'elle-même. La volonté de convergence et de détermination annoncée au départ doit prendre le pas sur le potentiel de division qu'une telle situation peut engendrer. ***Nous sommes tous concernés : la démocratie ne peut être réalisée sans possibilité de manifester en dehors des autorisations légales lorsque les citoyens ne sont pas entendus et sont niés dans leurs préoccupations politiques.***

L'alliance D19-20 se justifie d'autant plus que ces arrestations ont eu lieu : elles sont le symptôme d'un système politique aveugle et non adapté à la construction d'un espace public digne de ce nom. La police doit être un service public qui défend l'ordre démocratique et pas le joker d'une classe dirigeante

incapable de justifier certaines de leurs positions.

Doit-on accepter que ces dirigeants élus ne nous rendent pas des comptes, aucun de ceux interpellés n'ayant accepté la demande du D19-20 ? Comment nous faire entendre dans un contexte où une certaine presse stigmatise, tout comme la police, des militants qui cherchent à s'adresser aux dirigeants ? ***Ce n'est pas l'affaire de quelques personnes appartenant à "la mouvance anarchiste" comme le prétendent certains, mais bien celle de tous ceux préoccupés par notre avenir.***

Ces arrestations totalement illégitimes doivent être dénoncées *collectivement* par l'alliance D19-20. Une des toutes premières positions courageuses de l'alliance D19-20 était qu'on ne bougerait pas tant qu'on ne serait pas reçu. Il faut recréer de la solidarité autour de ce point. C'est la crédibilité et la détermination de l'alliance qui sont aussi en jeu.

Sur la presse concernée (La Libre, Le Soir, L'avenir, Rtl, la DH) :

Énormément d'articles de presse ont relayé la même information : les personnes concernées appartenaient toutes à "la mouvance anarchiste". On a affaire à une entreprise de stigmatisation et de disqualification de certains qui ont voulu porter des idées politiques s'opposant à l'Europe néolibérale productrice d'austérité. D'après ces médias, les 'gentils manifestants' seraient ceux qui ont respecté la règle de la dislocation du cortège prévue à 14h, ceux qui ont voulu continuer pacifiquement l'action sont des méchants "anarchistes". Cette étiquette est clairement utilisée comme stigmat, l'idéologie dominante ayant contribué à en faire un symbole de désordre et de danger. Aucune de ces presses n'étaient présentes sur place pendant ces arrestations et elles ont toutes prises pour argent comptant les dires de la police qui nous qualifiait d'anarchistes. Ces pratiques anti-journalistiques font de ces médias les porte-paroles des forces de l'ordre et de l'idéologie sécuritaire. Le nombre de presses concernées confirme à nouveau un manque de pluralisme plus qu'inquiétant. Ce déni de reconnaissance de citoyens en tant que tels, d'une part, et la lutte symbolique qui vise à dissuader quiconque voudrait porter des idées politiques en dehors du cadre imposé par les autorités pour pouvoir manifester, d'autre part, sont tous deux l'ennemi de la démocratie.

Quelques liens éloquentes d'articles :

- <http://www.lalibre.be/actu/international/sommet-europeen-dislocation-du-cortege-des-manifestants-52b2fe733570105ef7d80f66> ("activistes de la mouvance anarchiste") ;
- http://www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=DMF20131220_00407250 ("activistes de la mouvance anarchiste");
- <http://www.dhnet.be/regions/bruxelles/sommet-europeen-79-arrestations-dans-la-mouvance-anarchiste-52b31d3d35701baedaa46865> ("arrestations dans la mouvance anarchiste")
- <http://www.lesoir.be/385144/article/actualite/fil-info/fil-info-belgique/2013-12-20/sommet-europeen-79-arrestations-administratives-et-3-arrestations> ("activistes de la mouvance anarchiste")
- <http://www.rtl.be/info/monde/europe/1056506/sommet-europeen-79-arrestations-administratives-et-3-arrestations-judiciaires> ("activistes de la mouvance anarchiste")